

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1927.

PROPOSITION DE LOI portant création d'un Office et d'un Fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MELCKMANS.

MESSIEURS,

La proposition de loi qui fait l'objet du présent rapport est due à l'initiative de M. Fischer. Elle fut déposée sur le bureau de la Chambre au mois de juillet 1922.

Devenue caduque par suite de la dissolution, notre collègue la représenta le 9 juillet 1925. Elle fut examinée par les sections de la Chambre le 18 février 1926. Approuvée par cinq d'entre elles, elle ne fut repoussée que par la sixième qui émit cependant un avis favorable et la lecture des procès-verbaux nous permet de dire que la quasi-unanimité des membres se prononça en faveur de la proposition.

Votre Section centrale se réunit le 1^{er} juin 1927. Après l'avoir étudié, elle marqua, par quatre voix contre une abstention, son accord sur le principe du projet et chargea son rapporteur de se mettre en relation avec M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale aux fins d'examiner le mode d'application de la réforme proposée.

Pendant les vacances parlementaires, le rapporteur soussigné eut plusieurs entrevues avec le fonctionnaire que l'honorable Ministre avait bien voulu désigner pour nous documenter, ce dont nous le remercions sincèrement.

La proposition de loi soumise à vos délibérations est d'une incontestable opportunité. Elle a, en effet, pour but de venir en aide à cette catégorie particulièrement intéressante de citoyens que forment les infirmes congénitaux : estropiés, mutilés, aveugles, sourds-muets. Tous les Belges, sans distinction, approuveront les mesures qui seront prises en leur faveur.

Les Pouvoirs publics se doivent de soulager les souffrances matérielles et morales de ces infortunés dont l'existence ne peut, plus longtemps, dépendre de la bienveillance des Commissions d'assistance et des Oeuvres charitables privées.

(1) Proposition de loi, n° 52 (Session extraordinaire de 1925).

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Van Belle, Melckmans, Hoën, Boens, Delattre, Lepage.

La Conférence internationale des Associations des Invalides du travail, des mutilés et infirmes congénitaux, réunie à Bruxelles les 26, 27 et 28 octobre 1927, a pris la résolution suivante :

« Le Congrès, etc...

- » Après examen de la situation faite aux infirmes congénitaux, et aux
- » personnes devenues infirmes par suite des affections de l'enfance, et d'accidents
- » autres que ceux réparés en vertu d'une loi ou d'un jugement ;
- » Considérant l'insuffisance des secours alloués par les commissions d'assis-
- » tance publique ou autres œuvres à caractère privé, et l'obligation dans laquelle
- » se trouvent placés ces éternels sacrifiés de se livrer à la mendicité ou à d'autres
- » expédients pour se créer un supplément de ressources ;
- » Considérant que le rôle des pouvoirs publics est de créer ou d'encourager
- » les œuvres de rééducation ou de relèvement par le travail, et qu'en ce faisant,
- » ils évitent que les estropiés restent toute leur vie à la charge de la bienfai-
- » sance ;
- » Considérant enfin que le principe de la justice distributive doit trouver son
- » application dans la réparation de toutes les victimes du sort ;
- » Invite les Gouvernements à assurer sans retard à toutes les catégories
- » d'infirmes et estropiés le « Droit à l'existence » et la possibilité d'un reclas-
- » sement par la rééducation ».

Cet appel, ce cri d'alarme, nous devons l'entendre et y répondre.

Votre Section Centrale a apporté au projet de M. Fischer, des modifications assez importantes. Elle vous donne ci-après la justification du texte qu'elle vous propose d'approuver.

L'article 1 indique l'objet de la loi : à savoir la création d'un Fonds spécial en faveur de certaines catégories de mutilés et estropiés. Il rattache celui-ci au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale parce que la loi rentre dans le cadre des lois d'assurances sociales.

L'article 2 énumère les bénéficiaires éventuels de la loi. Ce sont : les infirmes congénitaux, — les estropiés et les mutilés ; — les aveugles, les sourds et les muets.

Pour éviter tout cumul d'allocations et empêcher qu'une même infirmité ou une même mutilation soit réparée deux fois, il importe :

- 1° de préciser que parmi les infirmes congénitaux ne sont pas compris les tuberculeux, les syphilitiques et autres malades. Il s'agit ici des infirmes de naissance proprement dits, la notion d'infirmité impliquant une certaine déformation physique rendant celui qui en est atteint inapte à subvenir à ses besoins ;
- 2° d'établir une démarcation bien nette entre les estropiés et mutilés bénéficiaires de la présente loi et les victimes d'accidents du travail en faveur de qui une législation spéciale existe déjà (loi du 24 décembre 1903, réglant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et loi du Budget pour l'exercice 1927, établissant un Fonds spécial destiné à accorder des allocations aux victimes d'accidents du travail visées par l'Arrêté royal du 29 décembre 1926).

Il est bien entendu que la catégorie d'accidentés du travail, tombant sous l'application de cette législation, est exclue du bénéfice de la présente loi. Celle-ci s'appliquera, au contraire, aux accidentés du travail qui ne peuvent pas jouir de la réparation prévue par la loi du 24 décembre 1903, par exemple, les ouvriers travaillant dans les entreprises où l'on emploie habituellement moins de cinq ouvriers, les ouvriers occupés dans les exploitations agricoles ou les maisons

de commerce employant habituellement moins de trois ouvriers, les femmes à journée, etc.

Quant aux ouvriers blessés en se rendant à leur travail ou en en revenant, il faut exclure du nombre des bénéficiaires du Fonds spécial ceux qui ont reçu une réparation conformément aux dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil. Les autres qui n'ont reçu aucune réparation pourront jouir des avantages de la loi, pour autant évidemment qu'ils rempliront les conditions prévues à l'article 3.

Nous appliquerons la même règle aux estropiés et accidentés de la rue. Si une réparation leur est accordée en vertu du droit commun, ils ne peuvent pas bénéficier de l'allocation accordée par le Fonds spécial.

L'article 3 spécifie les conditions que doivent remplir les bénéficiaires éventuels de la loi.

La première condition se justifie d'elle-même.

La deuxième fixe l'âge minimum à 14 ans. Jusqu'à cet âge, en effet, l'enfant est tenu à l'obligation scolaire. Il est donc complètement à charge de ses parents ou de l'assistance publique. Il est complètement incapable de subvenir à ses besoins.

La troisième condition exige l'état de besoin. Certes, la présente loi n'est pas une loi de bienfaisance, mais il semble pourtant impossible, la chose serait injustifiable, d'accorder une allocation à des infirmes ou des estropiés dont les ressources personnelles sont suffisantes pour leur permettre de vivre honnêtement et décemment. Les bases qui serviront à l'évaluation de l'état de besoin seront fixées par l'Arrêté royal prévu à l'article 10. On pourrait adopter celles admises pour l'octroi des allocations aux victimes d'accidents du travail et contenues dans l'avis ministériel paru au *Moniteur* du 18 février 1927. Nous les reproduisons ci-après :

- « Est considérée comme se trouvant dans l'état de besoin :
- » 1° Si elle est célibataire, la victime d'accident du travail, dont les ressources journalières ne dépassent pas 12 francs, si elle vit en commun, et 15 francs, si elle vit isolément ;
- » 2° Si elle est chef de famille, la victime d'accident du travail dont les ressources journalières ne dépassent pas 12 francs augmentées de : 6 francs pour le conjoint (ou la première personne à charge) et 4 francs pour chaque enfant ou autre personne à charge.
- » Par ressources on entend :
- « 1° En ordre principal : le salaire de l'intéressé et de son conjoint ;
- » 2° A titre accessoire : toutes autres ressources ou revenus de l'intéressé et de son conjoint.
- » Est immunisée la moitié du salaire des enfants qui travaillent et habitent avec leurs parents.
- » Est immunisé complètement le montant de la pension de vieillesse et des subventions des sociétés de prévoyance et de mutualité ».

Pour ce qui est de la quatrième condition exigée, il est évident qu'il doit s'agir d'une incapacité de travail permanente. Le taux de 30 p. c. a été choisi par analogie avec le taux exigé pour l'obtention de l'allocation accordée aux victimes d'accidents du travail et aux victimes civiles de la guerre. Il se justifie, d'ailleurs, par le fait qu'une incapacité inférieure à 30 p. c. empêche rarement la victime de se livrer à un travail suffisamment rémunérateur pour lui permettre de vivre. Au surplus, l'adoption d'un taux inférieur entraînerait un surcroît de dépenses

très considérables, les accidents et infirmités causant une petite dépréciation étant très nombreux.

Tant au point de vue individuel qu'au point de vue social, l'effort des instituts de rééducation professionnelle produit d'excellents résultats et doit être encouragé. C'est pourquoi nous exigeons, quand les circonstances le permettent, que les estropiés et les mutilés qui font appel au Fonds spécial se soumettent à une rééducation professionnelle.

L'article 4 établit la procédure à suivre pour l'octroi de l'allocation aux bénéficiaires de la loi. Les infirmes et estropiés qui désirent jouir des avantages de la loi doivent en faire la demande au bourgmestre de la commune où ils sont domiciliés. Remarquons que le rôle du bourgmestre se borne à transmettre la requête de l'intéressé et rien de plus.

Il est à noter également que les contrôleurs des contributions (pour l'évaluation des états de besoin) de même que les médecins (pour la fixation du taux d'invalidité) ne décident en aucune façon. *La décision est réservée à la Commission dont la nomination est prévue à l'article 9.*

Le requérant dont la demande est rejetée a évidemment le droit d'appeler de la décision de la Commission au Ministre compétent.

Cette procédure s'inspire de celle en usage en matière de pension de vieillesse. Elle nous paraît simple et adéquate au but poursuivi. L'Arrêté royal d'exécution prévu à *l'article 10* pourra d'ailleurs la compléter ou la modifier.

L'article 5 fixe le montant de l'allocation accordée aux bénéficiaires de la loi.

De même que pour l'allocation accordée aux victimes d'accidents du travail survenus après le 1^{er} juillet 1905, nous prenons pour base du calcul un salaire hypothétique de 6.000 francs.

L'allocation est proportionnelle au taux d'invalidité et établie d'après le forfait en usage pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Le forfait étant actuellement de 50 p. c., une invalidité de 100 p. c. donnera une allocation de $\frac{6.000 \times 100}{2 \times 100}$, soit 3.000 francs; une invalidité de 30 p. c. donnera $\frac{6.000 \times 30}{2 \times 100}$, soit 900 francs.

L'allocation annuelle variera donc entre 3.000 francs (allocation maximum) et 900 francs (allocation minimum).

Pour 100 p. c. d'invalidité		L'allocation sera de 3.000 francs.
90 p. c.	—	2.700 —
80 p. c.	—	2.400 —
70 p. c.	—	2.100 —
60 p. c.	—	1.800 —
50 p. c.	—	1.500 —
40 p. c.	—	1.200 —
30 p. c.	—	900 —

D'après les statistiques que nous avons pu nous procurer auprès de M. le Directeur de l'Institut des Estropiés du Brabant, il y aurait environ 10.000 bénéficiaires de la loi; la moyenne de l'invalidité pourrait s'élever à 60 p. c. La dépense résultant de l'application de la loi s'élèverait ainsi à la somme de 18 millions de francs: $\frac{(6.000 \times 60)}{2 \times 100}$ ou 1.800 francs \times 10.000 = 18 millions.

L'article 6 pourvoit aux *ressources* dont le Fonds aura besoin pour mettre la loi à exécution.

L'État interviendra par voie de subside, à inscrire au Budget du Département de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Les Provinces et les communes interviendront dans l'alimentation du Fonds. L'application de la loi allègera considérablement les charges que doivent actuellement supporter les Provinces et les communes pour l'Assistance publique. Il est par conséquent juste et équitable qu'en compensation elles interviennent dans les dépenses résultant de la mise en exécution de la présente loi.

La quote-part des Provinces est fixée aux 2/8^{es} de la dépense totale (allocations et frais d'administration); celle des communes aux 2/8^{es} également.

Comment calculer cette quote-part? Au prorata de la population des Provinces et des communes. Cette base de calcul est préférable à celle qui consisterait à établir le montant de l'intervention d'après le nombre des bénéficiaires du Fonds habitant chaque province ou chaque commune. La présente loi est une loi de solidarité sociale et tout le monde doit prendre sa part dans son exécution.

Les communes auront à régler leur intervention en tenant compte de la situation des Commissions d'assistance publique. L'Arrêté royal d'exécution règlera cette question de même que la manière dont la quote-part des Provinces et des communes sera récupérée par le Fonds. Peut-être, cette quote-part pourrait-elle être prélevée directement sur la partie des impôts attribuée par l'État aux Provinces et aux communes.

L'article 7 désigne l'organisme chargé de la répartition des allocations accordées en vertu de la loi.

La caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail effectue, sous le contrôle du Département de l'Industrie et du Travail, le paiement des allocations accordées aux accidentés du travail par l'Arrêté royal du 29 décembre 1926. Cet organisme nous paraît tout indiqué pour faire le service des allocations consenties par la présente loi. Il nous semble inutile de créer un organisme nouveau.

L'article 8 prévoit l'incessibilité et l'insaisissabilité des allocations.

Cet article est repris de la loi du 24 décembre 1903, sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

L'article 9 pourvoit à l'administration du Fonds spécial créé par la loi.

Un Arrêté royal nommera une Commission spéciale et déterminera sa compétence.

Elle comprendra 9 membres au moins, dont 3 parlementaires, 2 médecins, dont les connaissances techniques sont absolument nécessaires, des délégués du Ministre, de l'organisme répartiteur et des bénéficiaires de la loi. Elle s'adjoindra un secrétaire.

L'article 10 prévoit, pour les mesures d'application de la loi, un Arrêté royal à prendre dans les 6 mois qui suivront le vote définitif de la loi.

Cet Arrêté royal fixera notamment :

- 1° les bases d'évaluation de l'état de besoin;
- 2° les règles à suivre pour la fixation du taux d'invalidité;
- 3° les modalités d'intervention des provinces et des communes, etc.

L'article 11 fixe la date de l'entrée en vigueur de la loi.

Nous croyons utile de faire remarquer que, quelle que soit leur importance, les modifications apportées au texte de M. Fischer par la Section centrale con-

servent néanmoins à la proposition de notre collègue toute sa portée et tout son caractère.

Nous pensons qu'il serait superflu de nous étendre davantage. Dans ses développements, M. Fischer a, mieux que nous pourrions le faire, établi la nécessité de légiférer en faveur de ceux qu'il a appelés les plus infortunés parmi les pauvres. Ainsi qu'il le dit, c'est un devoir d'équité autant qu'un sentiment de commisération qui doivent décider le législateur à provoquer une intervention efficace des Pouvoirs publics pour alléger le poids de leurs misères. Aux arguments qu'il a produits, la Section centrale n'a rien à ajouter et elle émet le vœu par quatre voix et une abstention qu'en votant sans tarder la présente proposition de loi, la Chambre donne enfin une solution à cet angoissant problème.

Le Rapporteur,

MELCKMANS.

Le Président,

ÉM. TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 NOVEMBER 1927.

Wetsvoorstel

tot instelling van een Dienst en van een Bijzonder Fonds
voor gebrekkelijken en verminkten (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MELCKMANS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel waarover thans verslag wordt uitgebracht, gaat uit van den heer Fischer en werd ter Kamer ingediend in de maand Juli 1922.

Vervallen zijnde wegens de ontbinding, heeft onze collega het opnieuw ingediend den 9ⁿ Juli 1925. De afdelingen der Kamer hebben het den 18ⁿ Februari 1926 onderzocht : vijf keurden het goed ; slechts ééne, namelijk de zesde, heeft het verworpen, terwijl zij niettemin er een gunstig advies over uitbracht ; en uit de lezing der processen-verbaal kunnen wij besluiten dat schier de algemeenheid der leden het voorstel gunstig was gezind.

Uwe Middenafdeeling vergaderde den 1ⁿ Juni 1927. Na het voorstel te hebben onderzocht, gaf zij met vier stemmen tegen ééne onthouding haar akkoord te kennen over het beginsel van het ontwerp en droeg aan haren verslaggever de taak op, zich in betrekking te stellen met den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, ten einde de wijze van toepassing der voorgestelde hervorming te onderzoeken.

Tijdens het parlementair verlot, had uw verslaggever herhaaldelijk een onderhoud met den ambtenaar welken de achtbare Minister had aangeduid om ons te documenteeren, waarvoor wij den Minister oprecht dank zeggen.

Het wetsvoorstel dat aan uwe beraadslagingen wordt onderworpen, komt ongetwijfeld te gelegener uur. Het heeft immers ten doel hulp te bieden aan het belangwekkend soort burgers die wij de geboren- gebrekkigen noemen : gebrekkelijken, verminkten, blinden, doofstommen. Al de Belgen, zonder onderscheid, zullen de te hunnen gunste getroffen maatregelen goedkeuren.

De Openbare Macht heeft tot plicht het stoffelijk en zedelijk lijden dezer onge-

(1) Wetsvoorstel n^o 52. (Buitengewone zitting van 1925.)

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Van Belle, Melckmans, Hoën, Boens, Delattre, Lepage.

lukkigen te lenigen; niet langer mag hun bestaan afhankelijk worden gesteld van de welwillendheid der Commissiën van onderstand en der private Weldadigheidsinstellingen.

De Internationale Conferentie der Vereenigingen van de arbeidsonbekwamen, de geboren-verminkten en gebrekkigen, heeft op hare vergadering, te Brussel, op 26, 27 en 28 October 1927, de volgende resolutie aangenomen :

« Het Congres, enz...

» Na onderzoek van den toestand waarin de geboren gebrekkigen verkeerem, wier gebrek het gevolg is van eene kinderkwaal, die het slachtoffer zijn van een ander ongeval dan van den arbeid, dat niet vergoed werd krachtens eene wet of een vonnis ;

» Overwegende dat de hulp geboden door de Commissiën van Openbaren Onderstand of andere Werken van privaten aard, onvoldoende is, en dat deze blijvende slachtoffers aldus verplicht zijn hun toevlucht te nemen tot den bedelstaf of andere uitvluchten om hunne bestaansmiddelen aan te vullen ;

» Overwegende dat de rol der Openbare Macht bestaat in het oprichten of aanmoedigen van de instellingen tot wederopleiding of opbeuring door middel van den arbeid, en dat zij aldus vermijdt dat de verminkten gansch hun leven tot last dienen aan de weldadigheid ;

» Overwegende ten slotte dat het beginsel der verdeelende gerechtigheid zijne toepassing moet vinden in het herstel van elk ongeluk ;

« Verzoekt de Regeeringen onverwijld voor alle de categorieën gebrekkigen en verminkten het « Recht op het bestaan » te verzekeren alsmede de mogelijkheid van eene herklasseering door middel van de wederopleiding ».

Dezen oproep, dezen alarmkreet moeten wij doen hooren en beantwoorden.

Uwe Middenafdeeling heeft in het ontwerp van den heer Fischer nog al aanzienlijke wijzigingen gebracht. Wij geven hierna de verantwoording van den U voorgestelden tekst.;

Artikel 1 geeft het doel der wet : de oprichting van een Bijzonder Fonds ten voordeele van sommige categorieën verminkten en gebrekkelijken. Dit Fonds wordt gehecht aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, omdat de wet binnen het kader der sociale verzekering valt.

Artikel 2 geeft de lijst der mogelijke rechthebbenden, namelijk : de geboren gebrekkigen, — de gebrekkelijken en de verminkten, — de blinden, de dooven en de stommen.

Om te vermijden dat eene zelfde gebrekkelijkheid of eene zelfde verminking tweemaal worde vergoed, dient men :

1^o Te bepalen dat onder de geboren gebrekkigen niet begrepen zijn de teringlijders, de syphilitieken en andere zieken. Het geldt hier eigenlijk geboren gebrekkigen, daar het begrip « gebrekkelijkheid » eene zekere lichamelijke misvorming onderstelt die den lijder ervan onbekwaam maakt om in zijne behoeften te voorzien;

2^o Eene klare lijn te trekken tusschen, eenerzijds, de gebrekkelijken en de verminkten, rechthebbende op deze wet, en, anderzijds, de slachtoffers van arbeidsongevallen te wier voordeele reeds een bijzondere wetgeving bestaat (wet van 24 December 1903 tot regeling van het herstel der schade wegens arbeidsongevallen en Begrootingswet voor 1927, waarbij een Bijzonder Fonds wordt opgericht tot het verleenem van tegemoetkomingen aan de slachtoffers van arbeidsongevallen bedoeld bij Koninklijk besluit van 29 December 1926).

Het is dus wel verstaan dat de slachtoffers van arbeidsongevallen die onder de toepassing van gemelde wet komen te staan, buiten de voordeelen der thans voor-

gelegde wet vallen. Deze wet geldt inderdaad voor de slachtoffers van arbeidsongevallen die de vergoeding, bij de wet van 24 December 1903 voorzien, niet kunnen bekomen, b. v., de werklieden die arbeiden in ondernemingen waar men gewoonlijk minder dan vijf werklieden bezig houdt, de werklieden die arbeiden in landbouwondernemingen of handelshuizen, waar gewoonlijk minder dan drie werklieden gebezigd worden, de dagloonsters, enz.

Wat betreft de arbeiders, gekwetst op weg naar of van hun werk, moet men onder de rechthebbenden op het Bijzonder Fonds uitschakelen zij die eene vergoeding hebben getrokken overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek. De overigen, die geene vergoeding hebben getrokken, kunnen de voordeelen der wet genieten in zoverre zij in de onder artikel 3 voorziene voorwaarden verkeerden.

Wij zullen denzelfden regel toepassen op de gebrekkelijke en de slachtoffers van straatongevallen. Wordt hun eene vergoeding verleend op grond van het gemeene recht, dan kunnen zij de door het Bijzonder Fonds toegekende vergoeding niet bekomen.

Artikel 3 duidt de voorwaarden aan waarin de eventueele rechthebbenden moeten verkeerden.

De eerste voorwaarde eischt geen nadere verklaring.

De tweede bepaalt den minimum leeftijd op 14 jaar. Tot op dien leeftijd is het kind inderdaad schoolplichtig. Het is dus heelmaal ten laste van de ouders of van den openbaren onderstand. Het verkeert in de volstrekte onmogelijkheid in zijn eigen onderhoud te voorzien.

De derde voorwaarde eischt de vaststelling van de behoefte. Zeker, de tegenwoordige wet is geen weldadigheidswet. Maar het lijkt toch onmogelijk, en het zou niet te billijken zijn, eene vergoeding toe te kennen aan gebrekkigen of verminkten wier persoonlijke bestaansmiddelen ontoereikend zijn om behoorlijk en eerlijk te leven. De grondslagen moettende dienen om de behoefte vast te stellen, zullen bij Koninklijk besluit (art. 10) bepaald worden. Men zou die grondslagen kunnen nemen, welke werden aangenomen voor de toekenning van de vergoedingen aan de slachtoffers van arbeidsongevallen en die vermeld staan in de Ministerieele onderrichting op 18 Februari 1927 in het *Staatsblad* verschenen. Wij laten ze hier volgen :

« Wordt graecht behoefte te zijn :

1^o De door een arbeidsongeval getroffen ongehuwde persoon, waarvan de dagelijkse bestaansmiddelen wanneer hij in gemeenschap leeft 12 frank, en wanneer hij alleen leeft 15 frank niet te boven gaan ;

2^o Het door een arbeidsongeval getroffen gezinshoofd, waarvan de dagelijkse bestaansmiddelen 12 frank niet te boven gaan, verhoogd met : 6 frank voor de echtgenote (zijnde de eerste persoon ten laste) en met 4 frank voor elk kind of elken anderen persoon ten laste.

Door bestaansmiddelen wordt verstaan :

1^o In de eerste plaats : het arbeidsloon van den betrokkene en van zijn echtgenote ;

2^o Daarbij komen : alle andere bestaansmiddelen of inkomsten van den betrokken of van zijne echtgenote.

Wordt niet meegerekend de helft van het loon der kinderen die met hun ouders meewerken en bij hen inwonen.

Wordt ook niet meegerekend het totaal bedrag van het ouderdomspensioen en van de bijlagen van verzorgs- en mutualiteitsverenigingen.

Wat de vereischte vierde voorwaarde betreft, spreekt het van zelf dat het eene bestendige arbeidsonbekwaamheid moet wezen. Het cijfer van 30 t. h. werd gekozen omdat dit cijfer ook vereischt wordt voor het bekomen van de toelage verleend aan de slachtoffers van arbeidsongevallen en aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog. Dit is overigens te verklaren door het feit dat eene arbeidsonbekwaamheid van minder dan 30 t. h. het slachtoffer zelden belet een voldoende loonenden arbeid te verrichten om te kunnen leven. Overigens, het aannemen van een lager cijfer, zou eene aanzienlijke verhooging van uitgaven medebrengen, daar de ongevallen en de gebrekkigheid die eene geringe onbekwaamheid veroorzaken zeer talrijk zijn.

Zoowel onder individueel als onder sociaal opzicht, heeft het werk van de inrichtingen tot beroepsheropleiding uitstekende uitslagen opgeleverd, en moet dit worden aangemoedigd. Daarom eischen wij dat, zoodra de omstandigheden het toelaten, de gebrekkelijken en de verminkten die beroep doen op het Bijzonder Fonds zich onderwerpen aan eene beroepsheropleiding.

Artikel 4 geeft de proceduur aan die moet gevolgd worden voor het toekennen van de vergoeding aan de rechtverkrijgenden van de wet. De verminkten en gebrekkingen die de voordeelen van de wet willen genieten moeten hunne aanvraag zenden tot den burgemeester van de gemeente waar zij zijn gevestigd. Merken wij daarbij op, dat de rol van den burgemeester zich bepaalt bij het overmaken der aanvraag van den belanghebbende en niets meer.

Er dient eveneens opgemerkt te worden dat de controleurs van de belastingen (voor de vaststelling der behoefte) evenals de geneesheeren (voor de vaststelling van den graad van invaliditeit) volstrekt niet beslissen. De beslissing blijft voorbehouden aan de Commissie waarvan de benoeming wordt voorzien in artikel 9.

Wordt de aanvraag verworpen, dan heeft de belanghebbenden natuurlijk het recht van deze beslissing der Commissie in beroep te gaan bij den bevoegden Minister.

Die proceduur steunt op deze welke gebruikelijk is in zake van ouderdomspensioenen. Zij lijkt ons eenvoudig en passend voor het nagestreefde doel. Het Koninklijk besluit tot uitvoering, voorzien onder artikel 10, zal het overigens kunnen aanvullen en wijzigen.

Artikel 5 bepaalt het bedrag van de toelage verleend aan de rechtverkrijgenden van de wet.

Evenals voor de vergoeding toegekend aan de slachtoffers van ongevallen, overkomen na 1 Juli 1905, nemen wij voor grondslag van de berekening een verondersteld loon van 6,000 frank.

De toelage is geëvenredigd aan den graad der invaliditeit en vastgesteld volgens het accoord dat aangenomen is voor de schadeloosstelling in zake van arbeidsongevallen.

Daar het accoord tegenwoordig 50 t. h. is, zal eene invaliditeit van 100 t. h. eene toelage geven van $\frac{6,000 \times 50}{2 \times 100}$, hetzij 3,000 frank; eene invaliditeit van 30 t. h. geeft $\frac{6,000 \times 50}{2 \times 100}$, of 900 frank.

De jaarlijkse toelage zal dus schommelen tusschen 3,000 frank (maximum toelage) en 900 frank (minimum-toelage).

Voor 100 t. h. invaliditeit zal de toelage	3,000	frank	bedragen.
90 t. h.	2,700	—	—
80 t. h.	2,400	—	—
70 t. h.	2,100	—	—
60 t. h.	1,800	—	—
50 t. h.	1,500	—	—
40 t. h.	1,200	—	—
30 t. h.	900	—	—

Volgens de statistieken die wij ons hebben kunnen aanschaffen bij den Bestuurder van het Instituut voor Gebrekkelijken van Brabant, zouden er ongeveer 10.000 zijn die van de wet zouden genieten; het gemiddeld cijfer van de invaliditeit zou 60 t. h. kunnen zijn. De uitgave die uit de toepassing zou voortvloeien, zou aldus bedragen de som van 18 miljoen frank : $\frac{(6000 \times 60)}{1 \times 100}$ of $1.800 \text{ fr} \times 10.000 = 18$ miljoen.

Artikel 6 voorziet de *geldmiddelen* waarover het Fonds moet beschikken om de wet toe te passen.

De Staat zal tusschenkomen bij wege van toelagen, uit te trekken op de Begrooting van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

De Provinciën en de Gemeenten zullen insgelijks hun aandeel hebben in de vorming van het Fonds.

De toepassing van de wet zal aanzienlijk de lasten verlichten die thans door de Provinciën en gemeenten gedragen worden voor den Openbaren Onderstand. Het is dienvolgens maar rechtmatig dat zij, bij wijze van compensatie, tusschenkomen om de kosten te dekken, voortvloeiende uit de toepassing van de wet.

Het aandeel van de provinciën is op $\frac{2}{8}$ van de gezamenlijke uitgave vastgesteld (toelagen en administratiekosten) : het aandeel van de gemeenten is insgelijks van $\frac{2}{8}$.

Hoe wordt dit aandeel berekend? Naar de verhouding der bevolking van de Provinciën en Gemeenten. Deze grondslag is te verkiezen boven dien waarbij het beloop van de tusschenkomst zou bepaald worden volgens het getal der personen die recht hebben op de toelagen van het Fonds in elke provincie of elke gemeente. Deze wet is een wet van maatschappelijke solidariteit en eenieder moet deelhebben aan hare uitvoering.

De gemeenten zullen hunne tusschenkomst moeten regelen met inachtneming van den toestand der Commissies voor openbaren onderstand.

Het Koninklijk besluit ter uitvoering van de wet zal dit vraagstuk regelen evenals de wijze waarop het aandeel der Provinciën en Gemeenten zal ontvangen worden door het Fonds. Misschien zou dit aandeel rechtstreeks kunnen afgehouden worden op het gedeelte der belastingen dat door den Staat aan de Provinciën en Gemeenten zal toegewezen worden.

Artikel 7 wijst het organisme aan dat belast is met de verdeeling der toelagen, krachtens de wet verleend.

De Voorzorgs- en Onderstandskas ten voordeele van de slachtoffers van arbeidsongevallen, betaalt onder het toezicht van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, de toelagen verleend aan de slachtoffers van arbeidsongevallen, krachtens het Koninklijk besluit van 29 December 1926. Dit organisme schijnt ons geheel aangewezen om de betaling te regelen van de krachtens deze wet toegestane tegemoetkomingen. Het schijnt ons overbodig een nieuw organisme in het leven te roepen.

Artikel 8 voorziet dat de tegemoetkomingen noch afstaanbaar, noch aantastbaar zijn voor gerechtelijk beslag.

Dit artikel wordt overgenomen uit de wet van 24 December 1903, betreffende het herstel van schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

Artikel 9 regelt het beheer van het Bijzonder Fonds, door de wet opgericht.

Een Koninklijk besluit zal eene Bijzondere Commissie oprichten en hare bevoegdheid vaststellen.

Zij zal ten minste 9 leden tellen, waarvan 3 Parlementsleden, 2 geneesheeren, wier technische kennissen volstrekt onmisbaar zijn, afgevaardigden van den Minister, van het verdeelingsorganisme en van de personen die de voordeelen der wet genieten. Zij zal een secretaris aanstellen.

Artikel 10 voorziet, voor de maatregelen tot toepassing van de wet, een Koninklijk besluit dat moet genomen worden binnen de zes maanden die op de definitieve goedkeuring van de wet zullen volgen.

Dit Koninklijk besluit zal namelijk bepalen :

- 1° de grondslagen der vaststelling van den staat van behoefteigheid ;
- 2° de regelen welke in acht te nemen zijn bij de vaststelling van den invaliditeitsgraad ;
- 3° de wijze waarop de tusschenkomst der provinciën en gemeenten moet geschieden, enz.

Artikel XI stelt den datum vast waarop de wet van kracht wordt.

Wij achten het nuttig te doen opmerken dat de wijzigingen, in den tekst van den heer Fischer door de Middenafdeeling aangebracht, hoe belangrijk zij ook zijn, de volle draagwijdte en beteekenis van het voorstel van onzen collega onaangestast laten.

Wij denken dat het overbodig is daarover langer uit de weiden. In zijne toelichting heeft de heer Fischer, beter dat wij het zouden kunnen, de noodzakelijkheid bewezen van eene wetgeving ten voordeele van die welke hij de ongelukkigsten onder de armen noemt. Zooals hij zegt is, het een billijkheidsplicht evenals een gevoel van medelijden die de wetgevende Kamers moeten aanzetten om een toereikende tusschenkomst van de Openbare Macht te bekomen om het lijden van die ongelukkigen te verzachten.

De Middenafdeeling heeft niets toe te voegen aan de beweegredenen, door den heer Fischer aangevoerd. Zij drukt, met 4 stemmen tegen eene outhouding, den wensch uit dat de Kamer eindelijk een oplossing zou geven aan dit angstwekkend vraagstuk, door het wetsvoorstel zonder verwijl goed te keuren.

De Verslaggever,

MELCKMANS.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.

(I)

ANNEXE AU N° 13. — (*Bijlage aan n° 13*).

Texte de la proposition de loi

ET

Texte proposé par la Section centrale

TEKST VAN HET WETSVOORSTEL

EN

TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ARTICLE PREMIER.

Il est accordé aux invalides âgés de moins de 60 ans se trouvant dans le besoin et incapables, soit totalement, soit partiellement, de subvenir à leur existence, une allocation annuelle dans les conditions ci-après déterminées.

ART. 2.

Sont réputés invalides et peuvent prétendre au bénéfice de la présente loi les Belges résidant en Belgique dont l'invalidité présente le caractère de la permanence et dont le degré d'incapacité de travail constaté comme il est dit ci-après est supérieur à 30 p. c.

Les ressortissants des pays étrangers qui accordent des avantages équivalents à nos nationaux pourront également bénéficier de la dite allocation.

ART. 3.

La constatation du caractère de la permanence de l'invalidité ainsi que

EERSTE ARTIKEL.

Eene jaarlijksche tegemoetkoming wordt onder de hierna bepaalde voorwaarden verleend aan de invaliden beneden den leeftijd van 60 jaar, die in nood verkeeren en, hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk, onbekwaam zijn in hun levensonderhoud te voorzien.

ART. 2.

Als invaliden worden aangezien en hebben aanspraak op het voordeel dezer wet, de in België verblijvende Belgen, wier invaliditeit van bestendigen aard is en wier graad van arbeidsonbekwaamheid, vastgesteld zooals hierna wordt bepaald, 30 t. h. overschrijdt.

De onderdanen van vreemde landen, waar onze landgenooten gelijkwaardige voordeelen genieten, hebben insgelijks aanspraak op gezegde tegemoetkoming.

ART. 3.

De vrederechter van het kanton der woonplaats van den invalide stelt den

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER (nouveau).

Il est créé auprès du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale un Fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.

ART. 2.

Peuvent bénéficier de ce fonds spécial, pour autant qu'ils satisfassent aux conditions énumérées à l'article 3 de la présente loi, les infirmes congénitaux et les mutilés, les aveugles, les sourds et les muets. Les victimes d'accidents du travail tombant sous l'application de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail sont exclues du bénéfice de la présente loi.

ART. 3.

Pour jouir du bénéfice de la présente loi, il faut :

1° Être Belge et résider en Belgique.

Les ressortissants des pays étrangers qui accordent aux Belges des avantages équivalents pourront également bénéficier de l'allocation prévue par l'article IV ;

2° Être âgé d'au moins 14 ans ;

3° Se trouver dans le besoin ;

4° Subir une incapacité permanente d'au moins 30 p. c. ;

5° Accepter, si les circonstances le permettent, de se soumettre à une rééducation professionnelle dans un institut *ad hoc*.

ART. 4.

La demande d'allocation est adressée au Bourgmestre de la commune où

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL (nieuw).

Bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg wordt een bijzonder fonds tot stand gebracht ten voordeele van de gebrekkelijken en de verminkten.

ART. 2.

Hebben op dit bijzonder fonds aanspraak, in zoverre zij voldoen aan de vereischten gesteld bij artikel 3 dezer wet, de geboren gebrekkigen en de verminkten, de blinden, de dooven en de stommen. De slachtoffers van arbeidsongevallen, op wie van toepassing is de wet op het herstel der schade wegens arbeidsongevallen, worden uitgesloten van de bij deze wet verzeerde voordeelen.

ART. 3.

Om aanspraak te hebben op de voordeelen van deze wet, moet men :

1° Belg zijn en in België verblijven.

De onderhoorigen van vreemde landen waar, aan de Belgen, gelijkwaardige voordeelen worden verleend, hebben insgelijks aanspraak op de tegemoetkoming voorzien bij artikel IV ;

2° Ten minste 14 jaar oud zijn ;

3° Behoeftig zijn ;

4° Een bestendige onbekwaamheid van minstens 30 t. h. hebben ;

5° Aanvaarden, zoo de omstandigheden het toelaten, zich aan eene beroeps-heropleiding in een daartoe geschikte instelling te onderwerpen.

ART. 4.

De aanvraag om tegemoetkoming wordt gezonden aan den burge-

Texte de la proposition de loi.

L'évaluation du degré d'incapacité de travail est prononcée et déterminée par le juge de paix du canton du domicile de l'invalidé.

ART. 4.

La demande d'allocation est adressée au bourgmestre de la commune où le requérant a son domicile. Elle est établie au moyen de formules officielles par les soins de l'administration communale.

A cette fin, le requérant doit fournir tous les renseignements nécessaires.

Un accusé de réception attestant le dépôt de la demande lui est délivré.

ART. 5.

Endéans les quinze jours qui suivent le dépôt de la demande, le bourgmestre ou son délégué remplit les formalités requises pour la comparution volontaire devant le juge de paix à l'effet de voir et entendre statuer sur la constatation de l'invalidité, le caractère de la permanence de cette invalidité et le degré d'incapacité de travail qui en est la conséquence.

Cette comparution a lieu conformément à l'article 7 du Code de procédure civile, art. 1°, liv. 1°, tit. 1°. Le bourgmestre ou son délégué représente l'État.

Tekst van het wetsvoorstel.

bestendigen aard der invaliditeit vast en raamt tevens den graad der arbeids-onbékwaamheid.

ART. 4.

De aanvraag om tegemoetkoming wordt gezonden aan den burgemeester der gemeente waar de aanzoeker zijne woonplaats heeft. Zij wordt door het toedoen van het gemeentebestuur opgemaakt door middel van ambtelijke formulieren.

Daartoe moet de aanzoeker al de noodige inlichtingen verstrekken.

Tot vaststelling van het indienen der aanvraag, wordt hem een ontvangstbewijs afgeleverd.

ART. 5.

Binnen vijftien dagen na het indienen der aanvraag, vervult de burgemeester of zijn afgevaardigde de vereischte formaliteiten om den invalide vrijwillig voor den vrederechter te doen verschijnen ten einde te zien en te hooren uitspraak doen over de vaststelling der invaliditeit, over den aard van dezer bestendigheid en over den graad der daaruit voortvloeiende arbeidsonbékwaamheid.

Dit verschijnen geschiedt overeenkomstig artikel 7 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, 1^{ste} Deel, Boek I, Titel I. De Staat wordt vertegenwoordigd door den burgemeester of zijn afgevaardigde.

Texte proposé par la Section Centrale.

le requérant à son domicile. Le Bourgmestre délivrera un accusé de réception et transmettra la requête, en-déans les quinze jours, au Contrôleur des Contributions, lequel établira la situation des revenus de l'intéressé et fera parvenir le dossier à la Commission dont l'institution est prévue à l'article XI de la présente loi.

Cette Commission statuera définitivement sous réserve d'appel au Ministre compétent.

Le taux de l'invalidité sera fixé par la même Commission, sur avis des médecins agréés par elle à cette fin.

ART. 4.

L'article 4 de la proposition de loi disparaît par suite de l'article 4 du texte de la Section Centrale.

ART. 5.

L'article 5 de la proposition disparaît par suite de l'article 4 du texte de la Section Centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

meester der gemeente waar de aanzoeker zijne woonplaats heeft. De burgemeester zal een ontvangbewijs afleveren en het onderzoek, binnen de veertien dagen, overmaken aan den Controleur der belastingen die den staat der inkomsten van den belanghebbende zal opmaken en het dossier verzenden aan de Commissie welke instelling is voorzien bij artikel XI dezer wet.

Deze Commissie doet onherroepelijk uitspraak, onder voorbehoud van verhaal bij den bevoegden Minister.

De graad van de invaliditeit zal, op advies van de door haar te dien einde toegelaten geneesheeren, door dezelfde Commissie worden bepaald.

ART. 4.

Artikel 4 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 4 van den tekst der Middenafdeeling.

ART. 5.

Artikel 5 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 4 van den tekst der Middenafdeeling.

Texte de la proposition de loi.

La décision du juge est rendue endéans les deux mois à dater de la comparution.

ART. 6.

Endéans les quinze jours qui suivent la décision du juge, le bourgmestre ou son délégué transmet celle-ci accompagnée de la demande du requérant au contrôleur des contributions du ressort.

ART. 7.

Dans les trente jours de la réception du dossier, le contrôleur des contributions ou son délégué vérifie les renseignements mentionnés à la demande. Il peut procéder à toutes les mesures d'instruction qu'il juge utile. Si le requérant réunit les conditions exigées par la présente loi, le contrôleur des contributions ou son délégué établit le total des ressources et, après défalcation des charges et immunisations, fixe le montant de l'allocation à laquelle a droit l'invalidé.

Le contrôleur des contributions notifie la décision motivée à l'intéressé par lettre recommandée sur une formule officielle. Il transmet le dossier au Département de l'Industrie et du Travail (ou de la Justice).

ART. 8.

La personne à qui le bénéfice de l'allocation a été refusé, quel que soit le motif du rejet, peut introduire une nouvelle demande après une période d'une année suivant la dernière décision prise à son égard.

Tekst van het wetsvoorstel.

De rechter geeft zijne beslissing binnen twee maanden na den dag der verschijning.

ART. 6.

Binnen vijftien dagen na de beslissing van den rechter, maakt de burgemeester of zijn afgevaardigde deze, met de aanvraag van den aanzoeker, over aan den controleur der belastingen van het gebied.

ART. 7.

Binnen dertig dagen na het ontvangen van het dossier, gaat de controleur der belastingen of zijn afgevaardigde de juistheid der in de aanvraag vermelde inlichtingen na. Hij kan al de onderzoeksmaatregelen treffen, welke hij nuttig oordeelt. Vol doet de aanzoeker aan de bij deze wet gestelde vereischen, dan stelt de controleur der belastingen of zijn afgevaardigde het geheel bedrag der inkomsten vast en, na aftrek van de lasten en de vrijgestelde sommen, bepaalt hij het beloop van de tegemoetkoming, waarop de invalide recht heeft.

De met redenen omkleede beslissing wordt door den controleur der belastingen, op eene ambtelijke formule en bij aangeteekenden brief, aan den belanghebbende beteekend. De controleur maakt het dossier aan het Departement van Nijverheid en Arbeid (of van Justitie) over.

ART. 8.

Degene, aan wien de tegemoetkoming werd geweigerd, kan, op welke reden ook de weigering is gegrond, eene nieuwe aanvraag indienen na een tijdsverloop van één jaar volgende op de jongste, tegen hem genomen beslissing.

Texte proposé par la Section centrale

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

ART. 6.

L'article 6 de la proposition disparaît par suite de l'article 4 du texte de la Section Centrale.

ART. 6.

Artikel 6 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 4 van den tekst der Middenafdeeling.

ART. 7.

L'article 7 de la proposition disparaît par suite de l'article 4 de la Section centrale.

ART. 7.

Artikel 7 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 4 van den tekst der Middenafdeeling.

ART. 8.

L'article 8 de la proposition disparaît par suite de l'article 4 de la Section centrale.

ART. 8.

Artikel 8 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 4 van den tekst der Middenafdeeling.

Texte de la proposition de loi.

ART. 9.

La revision du degré d'incapacité de travail, fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité, peut être demandée, soit par l'invalidé, soit par le bourgmestre, après une période d'au moins une année, à dater de la dernière décision du juge.

Elle a lieu comme il est dit à l'article 4.

La revision du taux de l'allocation, fondée sur une diminution ou une augmentation des ressources du bénéficiaire, peut être demandée en tout temps, soit par l'invalidé, soit par le bourgmestre ou le contrôleur des contributions.

ART. 10.

L'allocation est annuelle, payable par quart et par trimestre, à partir du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet ou 1^{er} octobre qui suit l'introduction de la demande.

ART. 11.

La majoration ou la minorisation de l'allocation commence à courir à partir du paiement trimestriel, suivant :

a) la décision du juge s'il s'agit d'une revision du degré d'invalidité ;

b) la décision du contrôleur des contributions, s'il s'agit d'une revision du taux de l'allocation annuelle.

ART. 12.

En vue d'établir le maximum du montant de l'allocation annuelle, les

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 9.

Na een tijdsverloop van ten minste één jaar, te rekenen van den datum der jongste beslissing van den rechter, kan, hetzij door den invalide, hetzij door den burgemeester, de herziening van den graad van arbeidsbekwaamheid worden aangevraagd op grond eener verzwaring of eener vermindering der gebrekkelijkheid.

De herziening geschiedt zooals in artikel 4 is bepaald.

Te allen tijde kan, hetzij door den invalide, hetzij door den burgemeester of door den controleur der belastingen, de herziening van het bedrag der tegemoetkoming worden aangevraagd op grond van eene vermindering of eene vermeerdering der inkomsten van den verkrijger.

ART. 10.

De tegemoetkoming wordt jaarlijks bij vierden en per trimester uitbetaald vanaf den 1^{ste} Januari, den 1^{ste} April, den 1^{ste} Juli, den 1^{ste} October na het indienen der aanvraag.

ART. 11.

De verhooging of de vermindering der tegemoetkoming neemt een aanvang vanaf de trimestriele betaling volgende op :

a) de beslissing van den rechter, indien het eene herziening van den invaliditeitsgraad betreft ;

b) de beslissing van den controleur der belastingen, indien het eene herziening van het bedrag der jaarlijksche tegemoetkoming betreft.

ART. 12.

Tot vaststelling van het maximum-bedrag der jaarlijksche tegemoetko-

Texte proposé par la Section centrale.

—
ART. 9.

L'article 9 de la proposition disparaît par suite de l'article 4 de la Section centrale.

ART. 5.

L'allocation accordée, payable par trimestre, sera calculée sur une base hypothétique de 6,000 francs. proportionnellement au taux de l'invalidité et d'après le forfait pratiqué en matière d'accidents du travail.

ART. 11.

L'article 11 de la proposition disparaît par suite de l'article 5 du texte de la Section centrale.

ART. 12.

L'article 12 de la proposition disparaît par suite de l'article 5 du texte de la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

—
ART. 9.

Artikel 9 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 4 van den tekst der Middenafdeeling.

ART. 5.

De verleende tegemoetkoming, per trimester uitbetaalbaar, wordt berekend op een onderstelde basis van 6,000 frank, in evenredigheid met den graad der invaliditeit en overeenkomstig het inzake van arbeidsongevallen toegepast accoord.

ART. 11.

Artikel 11 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 5 van den tekst der Middenafdeeling.

ART. 12.

Artikel 12 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 5 van den tekst der Middenafdeeling.

Texte de la proposition de loi.

bénéficiaires sont répartis en six catégories, savoir :

1^{re} catégorie : les jeunes gens de 14 à 18 ans ;

2^e catégorie : les jeunes gens de 18 à 21 ans ;

3^e catégorie : les célibataires âgés de plus de 21 ans ou veufs sans personne à charge ;

4^e catégorie : les mariés ou veufs avec 2 personnes à charge ou moins ;

5^e catégorie : les mariés ou veufs avec 3 à 5 personnes à charge ;

6^e catégorie : les mariés ou veufs avec plus de 5 personnes à charge.

ART. 13.

Le maximum du montant de l'allocation annuelle est fixé comme suit :

1^{re} catégorie :

730 francs (2 francs par jour).

2^e catégorie :

1,095 francs (3 francs par jour).

3^e catégorie :

1,460 francs (4 francs par jour).

4^e catégorie :

1,825 francs (5 francs par jour).

5^e catégorie :

2,190 francs (6 francs par jour).

6^e catégorie :

2,555 francs (7 francs par jour).

ART. 14.

Si l'invalidé dispose de certaines ressources, la quotité maximum de l'allocation est diminuée du montant de ses ressources suivant un barème par tranches établi comme suit et sauf ce qui est dit à l'article suivant :

Tekst van het wetsvoorstel.

ming, worden de verkrijgers in zes categorieën ingedeeld, namelijk :

1^e categorie : de jongelieden van 14 tot 18 jaar ;

2^e categorie : de jongelieden van 18 tot 21 jaar ;

3^e categorie : de ongehuwden van meer dan 21 jaar of de weduwnaars die niemand te hunnen laste hebben ;

4^e categorie : de gehuwden of weduwnaars die 2 personen of minder dan 2 personen te hunnen laste hebben ;

5^e categorie : de gehuwden of weduwnaars die 3 tot 5 personen te hunnen laste hebben ;

6^e categorie : de gehuwden of weduwnaars die meer dan 5 personen te hunnen laste hebben.

ART. 13.

Het maximum-bedrag der jaarlijkse tegemoetkoming wordt bepaald als volgt :

1^e categorie :

730 frank (2 frank per dag) ;

2^e categorie :

1,095 frank (3 frank per dag) ;

3^e categorie :

1,460 frank (4 frank per dag) ;

4^e categorie :

1,825 frank (5 frank per dag) ;

5^e categorie :

2,190 frank (6 frank per dag) ;

6^e categorie :

2,555 frank (7 frank per dag) ;

ART. 14.

Beschikt de invalide over zekere inkomsten, dan wordt het maximum-bedrag der tegemoetkoming verminderd met het bedrag zijner inkomsten naar onderstaanden rooster per reeksen vastgesteld en behoudens het bepaalde in het volgende artikel :

Texte proposé par la Section Centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 13.

L'article 13 de la proposition disparaît par suite de l'article 5 du texte de la Section Centrale.

ART. 13.

Artikel 13 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 5 van den tekst der Middenafdeeling.

ART. 14.

L'article 14 de la proposition disparaît par suite de l'article 5 du texte de la Section Centrale.

ART. 14.

Artikel 14 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 5 van den tekst der Middenafdeeling.

Texte de la proposition de loi

Première catégorie.

Ressources de l'invalidité.	Montant de l'allocation.
Plus de 730 francs	0 francs.
585 à 730 »	150 »
440 à 585 »	295 »
295 à 440 »	440 »
150 à 295 »	585 »
Moins de 150 »	730 »
1,790 à 2,045 »	770 »
1,535 à 1,790 »	1,025 »
1,280 à 1,535 »	1,280 »
1,025 à 1,280 »	1,535 »
770 à 1,025 »	1,790 »
515 à 770 »	2,045 »
260 à 515 »	2,300 »
Moins de 260 »	2,555 »

Art. 15.

Un arrêté royal déterminera les règles à suivre pour l'évaluation des ressources de l'invalidé.

Toutefois, il ne pourra être pris en considération un salaire inférieur à celui hypothétiquement déterminé en égard au degré d'incapacité de travail fixé par le juge, à l'âge et aux aptitudes de l'invalidé.

En outre, il y aura lieu d'immuniser :

1° à concurrence de 50 p. c. le salaire de l'invalidé et celui de son conjoint, ainsi que les pensions alimentaires, les rentes ou allocations perçues en application de la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail ;

2° à concurrence de 360 francs, les pensions de retraite et autres ressources provenant de l'effort personnel d'épargne et de prévoyance de l'invalidé.

Tekst van het wetsvoorstel

Eerste categorie.

Inkomsten van den invalide :	Bedrag der tegemoetkoming :
Meer dan 730 frank	0 frank.
585 tot 730 »	150 »
440 tot 585 »	295 »
295 tot 440 »	440 »
150 tot 295 »	585 »
Minder dan 150 »	730 »
1,790 tot 2,045 »	770 »
1,535 tot 1,790 »	1,025 »
1,280 tot 1,535 »	1,280 »
1,025 tot 1,280 »	1,535 »
770 tot 1,025 »	1,790 »
515 tot 770 »	2,045 »
260 tot 515 »	2,300 »
Minder dan 260 »	2,555 »

Art. 15.

De regelen tot raming der inkomsten van den invalide worden bij Koninklijk besluit bepaald.

Kan echter niet in aanmerking worden genomen een loon dat lager is dan het loon, onderstellenderwijze bepaald met inachtneming van den door den rechter bepaalden graad van arbeidsonbekwaamheid, van den leeftijd en van de bevoegdheden van den invalide.

Daarenboven dienen niet in aanmerking te worden genomen :

1° Ten beloope van 50 t. h., het loon van den invalide en dat van zijn echtgenoot, alsmede de jaargelden tot onderhoud, de renten of de tegemoetkomingen ontvangen bij toepassing der wet van 24 December 1903 op de arbeidsongevallen ;

2° Ten beloope van 360 frank, de pensioenen en andere inkomsten, vruchten van spaarzaamheid en voorzorg van den invalide.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 15.

L'article 15 disparaît par suite de l'article 5 du texte de la Section Centrale.

ART. 15.

Artikel 15 van het wetsvoorstel valt weg ten gevolge van artikel 5 van den tekst der Middenafdeeling.

Texte de la proposition de loi.

ART. 16.

Ne peut prétendre à l'allocation :

1° la personne qui, après avoir contracté son infirmité, a diminué, au profit d'autrui, ses moyens de subsistance, dans une telle mesure qu'elle s'est par là même ouvert le droit à l'allocation ;

2° la personne dont l'infirmité a été réparée en vertu du droit commun.

ART. 17.

Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse.

L'allocation cesse d'être due lorsque le bénéficiaire a atteint sa 65^{me} année.

ART. 18.

Le fonds constitué pour la liquidation des allocations sera alimenté à concurrence de 5/8^e par l'État, de 2/8^e par les communes et de 1/8^e par les provinces, ces deux interventions se faisant d'après les règles établies par la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse.

ART. 19.

Sont exempts du timbre et du droit de greffe tous les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution de la présente loi.

ART. 20.

Les honoraires d'experts sont établis par arrêté royal.

Tekst van het wetsontwerp

ART. 16.

Heeft geen aanspraak op de tegemoetkoming :

1° hij die, na zijn lichaamsgebrek te hebben opgedaan, zijne bestaansmiddelen zoodanig heeft verminderd ten bate van een ander, dat hij alzoo recht op tegemoetkoming bekomt ;

2° hij die wegens zijn lichaamsgebrek krachtens het gemeene recht werd schadeloosgesteld.

ART. 17.

Het voordeel dezer wet kan niet genoten worden samen met dat der wet van 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen.

De tegemoetkoming is niet meer verschuldigd wanneer de verkrijger 65 jaar heeft bereikt.

ART. 18.

Het fonds, opgericht tot uitbetaling van de tegemoetkomigen, wordt in stand gehouden ten beloope van 5/8 door den Staat, van 2/8 door de gemeenten en van 1/8 door de provinciën. Deze laatste twee bijdragen worden gestort naar de regelen bepaald bij de wet van 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen.

ART. 19.

Al de vrijwillige akten en al de akten der genadige rechtsmacht betreffende de uitvoering dezer wet zijn vrij van zegel en van griffierechten.

ART. 20.

De honoraria van deskundigen worden bij Koninklijk besluit vastgesteld.

Texte proposé par la Section Centrale.

ART. 16.

L'article 16 disparaît par suite de l'article 5 du texte de la Section Centrale.

ART. 17.

L'article 17 disparaît par suite de l'article 5 du texte de la Section Centrale.

ART. 18.

Le Fonds constitué pour la liquidation des allocations sera alimenté par l'État, les Provinces et les Communes. La part de l'intervention de l'État est fixée aux $\frac{4}{8}$ ^e de la dépense totale, celle des Provinces aux $\frac{2}{8}$ ^e et celle des Communes aux $\frac{2}{8}$ ^e.

L'intervention des Provinces et des Communes est calculée aux prorata de leur population.

ART. 19.

L'article 19 est supprimé.

ART. 20.

L'article 20 est supprimé.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

ART. 16.

Artikel 16 van het wetsvoorstel valt weg tengevolge van artikel 5 van den tekst der Middenafdeeling.

ART. 17.

Artikel 17 van het wetsvoorstel valt weg tengevolge van artikel 5 van den tekst der Middenafdeeling.

ART. 18.

Het Fonds, opgericht tot uitbetaling van de tegemoetkomingen, wordt in stand gehouden door den Staat, de provinciën en de gemeenten. Het aandeel waarvoor de Staat tussehenkomt is bepaalt op $\frac{4}{8}$ ^e der gezamenlijke uitgaaf; dat van de provinciën op $\frac{2}{8}$ ^e en dat van de gemeenten op $\frac{2}{8}$ ^e.

De tussehenkomst van de provinciën en van de gemeenten wordt berekend naar verhouding van hunne bevolking.

ART. 19.

Artikel 19 valt weg.

ART. 20.

Artikel 20 valt weg.

Texte de la proposition de loi

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 21.

ART. 21.

Les dépenses nécessaires au paiement des allocations prévues par la présente loi, sont à charge de l'État pour $\frac{4}{8}$, de la province pour $\frac{2}{8}$ et des communes pour $\frac{2}{8}$.

De vereischte uitgaven tot uitbetaling der bij deze wet voorziene tegemoetkomingen zijn ten laste van den Staat voor $\frac{4}{8}$, van de provinciën voor $\frac{2}{8}$ en van de gemeenten voor $\frac{2}{8}$.

ART. 22.

ART. 22.

La liquidation des allocations s'effectuera par le Département de l'Industrie et du Travail (ou celui de la Justice). La part des provinces et des communes sera récupérée sur la partie des impôts qui leur sont attribués par l'État.

De tegemoetkomingen worden uitbetaald door het Departement van Nijverheid en Arbeid (of door dat van Justitie). Het aandeel der provinciën en der gemeenten wordt afgehouden van hun aandeel in de hun door den Staat toegekende belastingen.

ART. 23.

ART. 23.

L'allocation accordée en vertu de la présente loi est inaccessibile et insaisissable, si ce n'est au profit des établissements publics et privés hospitaliers pour le paiement de l'entretien des bénéficiaires admis à l'hospitalisation.

De krachtens deze wet toegekende tegemoetkoming is onafstaanbaar en onaantastbaar, tenzij ten behoeve van de openbare en private verplegingsgestichten voor de betaling van de onderhoudskosten der in deze gestichten verpleegde verkrijgers.

Texte proposé par la Section centrale

ART. 21.

L'article 21 disparaît par suite de l'article 6 du texte proposé par la Section Centrale.

ART. 7.

La liquidation des allocations prévues par la présente loi est faite par la Caisse de Prévoyance et de Secours en faveur des Victimes des Accidents du Travail, sous le contrôle du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

ART. 8.

Les allocations accordées en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour causes d'obligation alimentaire légale.

ART. 9.

Une Commission spéciale sera instituée par Arrêté royal auprès du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale sous le nom de « Commission des allocations aux Estropiés et mutilés ».

Elle sera composée de 9 membres, parmi lesquels 3 parlementaires, 2 médecins, le Président de la Caisse de Prévoyance et de Secours en faveur des Victimes des Accidents du Travail, deux délégués des organisations de mutilés et estropiés et un délégué du Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 21

Artikel 21 valt weg ten gevolge van artikel 6 van den tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 7.

De tegemoetkomingen voorzien bij deze wet worden uitbetaald door de Voorzorgs- en Onderstandskas en ten bate van de slachtoffers der arbeidsongevallen, onder toezicht van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

ART. 8.

De krachtens deze wet toegekende tegemoetkomingen zijn slechts afstaanbaar of aantastbaar dan wegens oorzaken van wettelijke verplichting voor onderhoud.

ART. 9.

Een bijzondere Commissie wordt, bij Koninklijk besluit, ingesteld bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg onder de benaming van : « Commissie van tegemoetkomingen aan de Gebrekkelijken en Verminkten ».

Zij zal bestaan uit 9 leden, onder dewelke 3 parlamentsleden, 2 geneesheeren, den Voorzitter van de Voorzorgs- en Onderstandskas, ten bate van de slachtoffers der arbeidsongevallen, twee afgevaardigden van de gebrekkelijken en de verminkten en een afgevaardigde van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

—
ART. 24.

—
ART. 24.

Un arrêté royal réglera les mesures
d'application non prévues par la loi.

De bij deze wet niet voorziene maat-
regelen van toepassing worden bij
Koninklijk besluit bepaald.

Texte proposé par la Section Centrale.

—
Art. 10.

Un arrêté royal règlera les modalités d'exécution de la présente loi.

Art. 11.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier qui suivra la publication de l'Arrêté royal d'exécution.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

—
Art. 10.

De uitvoeringsmodaliteiten van deze wet worden bij Koninklijk besluit geregeld.

Art. 11.

Deze wet treedt in werking, den 1^o Januari volgende op de bekendmaking van het Koninklijk besluit van uitvoering.

